

Appel pour un numéro spécial
Politiques et Management Public, juillet 2024



**Gouvernance et innovation publiques face aux problèmes pernecieux
et aux grands défis environnementaux et sociaux.
Quels apprentissages, échecs et meilleures pratiques?**

Éditeurs invités

Anne Berthinier-Poncet

Maître de conférences, Laboratoire interdisciplinaire de recherches en sciences de l'action (LIRSA), Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)

Maryse Carmes

Maître de conférences HDR en sciences de l'information communication, laboratoire Dispositifs d'information et de communication à l'ère numérique, Île-de-France (Dicen IDF), CNAM

Isabelle Godbout

Candidate au doctorat, École nationale d'administration publique (ENAP), coordonnatrice du Centre de recherche sur la gouvernance (CERGO)

Lara Maillet

Professeure agrégée, ENAP, directrice associée du CERGO

Madina Rival

Professeure des universités, LIRSA, CNAM

Fanny Tremblay-Racicot

Professeure agrégée, ENAP, directrice du CERGO

Ce numéro spécial cherche à définir les contours d'une gouvernance de l'action publique tournée vers l'innovation pour un meilleur service aux populations et à l'écosystème plus large.

Les problèmes pernecieux et les grands défis de société sont naturellement des terrains privilégiés pour cette analyse, qu'il s'agisse de l'urgence écologique et climatique (Blatrix et al., 2021; Lacoumes, 2018) des enjeux sociaux et sanitaires, de l'urbanisme et de l'aménagement territorial. Les configurations partenariales multiparties prenantes, la participation citoyenne, les dispositifs numériques contributifs, les approches « OpenGov » (Carmes et al., 2021), l'innovation collaborative territoriale (Favoreu, 2016; Berthinier Poncet, 2023), les laboratoires d'innovation publique (Armandy et Rival, 2020; Carassus 2020; Fasshauer et al., 2017), etc. se présentent comme autant de voies que nous souhaitons tout particulièrement examiner.

Toutes les disciplines des sciences sociales s'intéressant à l'analyse des politiques publiques et à l'innovation territoriale sont les bienvenues : sciences politiques et administration publique, sciences de la gestion et management public, sociologie, sciences économiques, sciences de l'information et communication, géographie et urbanisme, éthique appliquée et santé publique. Des contributions de praticiens pourront également être examinées. Des communications internationales francophones sont attendues, venant par exemple de l'Europe, du Québec ou du continent africain.

Au cours du 20^e siècle, les États ont traversé diverses évolutions dans leur mode de gouvernance, allant du taylorisme à la bureaucratie, puis à la mise en œuvre de la nouvelle gestion publique (NGP) (Bouckaert, 2023; Gibert et Drevet, 2022). Cette période a été marquée par un ensemble de réformes, caractérisées notamment par l'établissement et la dissolution des agences autonomes (Goupil et Gagnon, 2022; Elston, 2012). Les effets de la NGP ont incité certains gouvernements à ajuster leurs pratiques de gestion publique (Christensen et al, 2018; Levy, 2010), que ce soit en réponse à des crises sanitaires ou climatiques, ou aux lacunes de la NGP elle-même. Ces changements ont conduit à une réflexion sur les modalités d'action publique et de gouvernance, sollicitant une adaptation constante face aux défis contemporains et une transformation des modèles de démocraties participatives (Rosanvallon, 2004; Le Galès, 2003).

En plus d'interpeller l'ensemble des strates de l'action publique, ces problèmes pernecieux (*wicked problems*) (Bradford, 2005) surviennent alors que s'initient des transformations dans les pratiques de la gestion publique, qu'elle relève des États subnationaux, centraux, des instances décentralisées ou des territoires. Ainsi, en est-il par exemple, du tournant participatif revendiqué par nombre de politiques ou de la diffusion des modèles de laboratoires d'innovation publique. Si certains auteurs font état d'une véritable ère de réforme la post-NGP, une analyse documentaire démontre que le concept serait possiblement en voie d'être institutionnalisé. Deux conceptions de la post-NGP prévalent : celle de l'État pilote de la nouvelle gouvernance publique, et celle de l'« État fort » (Reiter et Klenk, 2019).

De nombreuses évolutions globales et sectorielles sont donc en cours. Cependant, reste à déterminer la manière dont ces nouveaux paradigmes favorisent des innovations non seulement organisationnelles, managériales, mais aussi, et surtout sociopolitiques. La gouvernance

collaborative de l'action publique (Favoreu et al., 2016; Suire et al., 2018), les pratiques de concertation, les paradigmes de l'action publique participative, l'enrichissement et les limites des ingénieries participatives constituent autant de processus à examiner et à évaluer (Ansell et al., 2008; Blondiaux et al., 2002). Les approches pragmatiques de l'action publique (Centemeri, 2015; Zittoun, 2013; Cantelli, et al., 2009), de ses instruments (Pesle, 2019) et des rapports aux publics permettent notamment d'interroger la fabrique de l'action publique dans toute sa complexité et au plus près du terrain.

Le numéro spécial propose par exemple de répondre aux questions suivantes : *Comment ces reconfigurations se trouvent-elles aptes à répondre aux enjeux des crises contemporaines? Quelles transformations des gouvernances de l'action publique envisager pour répondre aux grands défis environnementaux et sociaux? Comment s'articulent ces dynamiques de collaborations multi acteurs et multi échelles territoriales (région, département, villes ou quartiers) avec des politiques nationales? Comment les différentes échelles gouvernementales permettent-elles de soutenir des politiques territoriales de transition environnementale et de mutation sociétale? Selon quelles configurations, organisations et dispositifs, ces initiatives territoriales développent-elles des capacités d'adaptation pérennes? Peuvent-elles, en retour, irriguer les politiques nationales? Quelle échelle d'action, quelles modalités de gouvernance, quels degrés de consultation ou de participation privilégier en fonction du problème à résoudre?*

Références :

- Ansell, C., et Gash, A. (2008). Collaborative governance in theory and practice. *Journal of Public Administration and Theory Advance*, 18(4), 543-571.
- Armandy, A. et Rival, M. (2021). Innovation publique et nouvelles formes de management public. Collection Doc' en poche, La documentation française. 350 p.
- Berthinier-Poncet, A. (2013). Gouvernance et innovation dans les clusters à la française. *Revue française de Gestion*, 39(232), 119-138.
- Blatrix, C., Edel, F. et Ledenvic, P. (2021). Quelle action publique face à l'urgence écologique? *Revue française d'administration publique*, 179(3), 521-535.
- Blondiaux, L. et Sintomer Y. (2002). L'impératif délibératif. *Politix*, 15(57), 17-35.
- Bouckaert, G. (2023). The neo-Weberian state: From ideal type model to reality? *Max Weber Studies*, 23(1), 13-59.
- Bradford, N. J. (2005). Place-based public policy: Towards a new urban and community agenda for Canada. *Canadian Policy Research Networks*.
- Carassus, D. (2020). Introduction du dossier Innovation Publique, *Management International*.
- Carmes, M. et Pelissier, M. (2021). L'Open Data du secteur public au prisme de la pensée des communs : une techno-politique empêchée? In L'essor des biens communs. Une analyse pluridisciplinaire des communs, *Revue Territoires Contemporains*,

- Centemeri, L. (2015). Reframing Problems of Incommensurability in Environmental Conflicts Through Pragmatic Sociology: From Value Pluralism to the Plurality of Modes of Engagement with the Environment. *Environmental Values*, 24(3), 299-320.
- Christensen, T. et Fan, Y. (2018). Le post-nouveau management public : un nouveau paradigme administratif pour la Chine? *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 84(2), 401-418.
- Elston, T. (2013). Developments in UK executive agencies: Re-examining the “disaggregation–reaggregation” thesis. *Public Policy and Administration*, 28(1), 66-89.
- Fasshauer I. et Veil-Zadra, C. (2017). Crowdsourcing public et innovation territoriale : le cas d’un living lab rural. *Politiques et management public*, 34(1-2), 61-81.
- Favoreu, C., Carassus, D. et Maurel, C. (2016). Le management stratégique en milieu public : Approche rationnelle, politique ou collaborative? *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 82(3), p. 465-82.
- Chatelain-Ponroy, S. et Gibert, P. (2022). Introduction. 40e anniversaire de Politiques et management public. *Politiques & management public*, 39(4), 485-494.
- Goupil, S. et Gagnon, S. (2022). Bureaucratie de guichet et hybridité au ministère des Affaires municipales et de l’Habitation. *Canadian Public Administration*, 65(4), 667-689.
- Lascoumes, P. (2018). Action publique et environnement. Paris : Presses universitaires de France, (81-121).
- Le Galès, P. et Lorrain, D. (2003). Gouverner les très grandes métropoles? *Revue française d’administration publique*, 107(3), 305-317.
- Levy, R. (2010). New Public Management: End of an era? *Public Policy and Administration*, 25(2), 234-240.
- Pesle, M. (2019). Les instruments comme politique : les usages quotidiens des procédures dans l’action éducative locale, *Politiques & management public*, 2019(1), 55-74.
- Suire, R., Berthinier-Poncet, A. et Fabbri, J. (2018). Les stratégies de l’innovation collective : Communautés, organisations, territoires. *Revue française de Gestion*, 44(272).

Consignes :

Les articles soumis doivent être rédigés en français et d'une longueur de 20 à 25 pages (50 000 caractères environ, espaces, notes de bas de page et bibliographie compris). **L'évaluation est réalisée en double aveugle.** Afin de garantir l'anonymat de l'évaluation, la soumission devra être anonymisée : 2 fichiers séparés dont un contient le titre, l'identité des auteur.e.s, l'institution d'attache, l'adresse électronique; le deuxième contient uniquement le titre, le résumé (français-anglais), 3 à 5 mots clés (français-anglais), le texte de l'article. Dans le second fichier, merci de ne pas indiquer le titre de publication et les autres éléments bibliographiques qui permettent d'en identifier le.s auteur.e.s. Les soumissions doivent respecter la feuille de style de la revue en pièce jointe et sur ce lien : https://www.jle.com/fr/revues/pmp/espace_auteur.

Les auteurs doivent soumettre leur article par voie électronique en se connectant directement sur lavoisier.fontismedia.com/pmp ou sur le site de la revue pmp.revuesonline.com en précisant **qu'ils s'adressent au numéro spécial.**

Calendrier :

- **Date limite d'envoi des propositions complètes : 2 décembre 2024**
- **Communication sur le numéro : 8 mai 2025 pour la conférence de l'Acfas 2025 à Montréal**
- **Publication : deuxième semestre 2025**